L'Abeille de la Nouvelle-Orleans
Bureau : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
MARDI, 27 AVRIL 1886.

PETITES ANNONCES.

PERDU.

LA dame qui a trouvé un bracelet d'enfant avant-hier (vendredi saint) à l'église St-Antoine de Padoue est priée de le rapporter aux bureaux de l'Abeille. 25 avril—3f

A VENDRE.

1° Une propriété rue St-Anne, entre Rampart et Bourbon, rue Rocheblave, entre Dumaine et St-Philippe, Tonti.

3° Deux maisons No 4050 rue Hôpital, entre Dorgenois et Broad, Urseline.

4° Propriété rue St-Anne, entre Broad et Dorgenois Dumaine.

5° Propriété à l'encoignure des rues Ursulines et Rochebleve avec une cuisine à deux étages.

6° Propriété rue Burbigny, entre Kerlerec et Columbus, Roman.

S'adresser à A. Dorisseaut, notaire et avocat No 31 rue Conti.

25 avril—2 sem.

A vendre—Une agréable résidence à la Grande Île, se composant de quatre chambres et cabinet, vestibule, mansarde, galerie devant et derrière. Cuisine, chambre de domestique. Four de campagne. Chance à bain.

Pour plus amples renseignements s'adresser No. 193 rue des Remparts. 22avril—15j

A VENDRE—Teinturerie contenant machine à vapeur, centrifuge, 6 ou 7 chaudières, machine à blanchir, ordonné, appareil à clamer l'eau, 2 cylindres, avec tous les outils et ustensiles nécessaires à un établissement semblable. Conditions faciles. S'adresser à Box Box 1860, New Orleans P O. 20avril—7f

LA QUARANTAINE.

PROCLAMATION.

DÉPARTEMENT EXÉCUTIF,
Etat de la Louisiane.

Attendu que, le 16 avril 1886, le Bureau de Santé de l'Etat de la Louisiane, a invité l'Exécutif de cet Etat à émettre sa Proclamation de Quarantaine et un à indiquer les lieux ;

Conformément à la loi, et d'après la suggestion du dit Bureau de Santé, moi, SAMUEL D. McENERY, Gouverneur de l'Etat de la Louisiane, je publie ma proclamation ordonnant que la quarantaine soit mise en vigueur à partir du DIXIEME JOUR DE MAI 1886, dans les conditions suivantes, savoir :

Les navires arrivant aux différentes stations de la Quarantaine, ainsi que toutes équipages, passagers et chargements, seront soumis à l'inspection des officiers de la quarantaine aux dites stations.

Tous navires avec leurs chargements, équipages, passagers et bagages, arrivant à la STATION DE QUARANTAINE DU MISSISSIPPI, et venant de ports américains intertropicaux ou des Antilles seront soumis à une complète désinfection maritime, d'après les règlements suivants :

PREMIÈRE CLASSE—Navires arrivant de ports non infectés.

SECONDE CLASSE—Navires venant de ports infectés.

TROISIÈME CLASSE—Navires venant de ports que l'on sait infectés.

QUATRIÈME CLASSE—Navires qui, de quelque port qu'ils viennent, sont infectés—c'est à dire navires qui ont à leur bord la fièvre jaune ou quelque autre maladie infectieuse, au moment de leur arrivée, ou ont eu ces maladies à leur bord pendant la traversée.

Les navires de la 1re classe seront soumis à la désinfection maritime nécessaire, à la station quarantenaire supérieure, sans autre détention du navire ou du personnel autre que celle requise pour placer ces navires dans une parfaite condition sanitaire.

Les navires de la seconde et de la troisième classe seront soumis au même traitement, avec détention de précaution de CINQ (5) JOURS PLEINS, à partir de l'heure de leur arrivée à la Quarantaine.

Les navires de la quatrième classe seront envoyés à la station quarantenaire inférieure, pour y être soumis à la désinfection et y être détenus, navires et personnel, le nombre de jours que fixera le Bureau de Santé.

La détention de cinq jours ordonnée ci-dessus s'appliquera à tous les ports du Golfe du Mexique et de la mer des Caraïbes, mais non aux navires venant de ports au Sud de l'Equateur lesquels subiront une détention de TROIS (3) JOURS.

Tous navires venant de la Méditerranée ou d'autres ports connus pour être infectés de peste, ou soupçonnés de l'être, ou qui peuvent le devenir plus tard, seront soumis au même traitement que ci-dessus.

Les navires venant des ports ci-dessus mentionnés, et appartenant à la seconde, troisième ou quatrième classe, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, ne pourront pas passer les Rigolets ou les stations de quarantaine de l'Atchafalaya, ou toute autre station quarantenaire de l'Etat, sans pouvoir être établie plus tard, sans avoir été astreints à une période de détention au QUARANTE (40) JOURS, dans qu'à une complète désinfection.

Les officiers de la quarantaine aux différentes Stations de l'Etat, seront chargés spécialement de la rigoureuse exécution des réglements et devront le Bureau de Santé de la Nlle-Orléans, devant le Bureau de Santé de la Nlle-Orléans sera tenu de procéder énergiquement contre toute violation des dits réglements et des lois quarantenaires de l'Etat.

En foi de quoi, j'ai ici apposé ma SCEAU signature et y ai fait joindre le sceau de l'Etat de la Louisiane, en la ville de Baton Rouge, ce 15e jour d'avril, de l'an de notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six.

S. D. McENERY,
Gouverneur de la Louisiane.

Pour le Gouvernement :
OSCAR ARROUD, Secrétaire d'Etat.

Suggestions Particulières

—AUX—

Propriétaires, Agents, Capitaines et Passagers de navires.

Le Bureau de Santé de l'Etat de la Louisiane adresse aux agents, propriétaires, capitaines et passagers de navires, les suggestions suivantes dans le but de faciliter la mise à exécution des réglements de la Quarantaine et de rendre aussi court que possible la période de détention :

1. Les navires devront être déposés, autant que possible, pendant la saison de la Quarantaine, de toutes tentures de laine, de tous sofas, tapis, rideaux et autres matières de même nature. Les matelas en crin ou en mousse devront être remplacés par des lits en fil de fer ou en osier.

2. Les navires faisant le service de ports pestiférés devront, autant que possible, avoir pour leurs équipages des hommes acclimatés.

3. Les capitaines de navires, les agents maritimes ou consulaires, sont invités tout particulièrement à faire comprendre aux passagers partant de ports soumis à la quarantaine la nécessité de n'emporter aucun bagage qui pourrait être gâté par l'eau ou autrement pendant l'opération de désinfection. Ces passagers sont prévenus d'une manière toute spéciale de ne pas se charger de soieries, dentelles, velours ou autres tissus délicats, parce qu'ils auraient à assumer tous les risques de désinfestation.

4. Les navires insalubres dans les ports où sévit la fièvre jaune devront s'ancrer, si c'est possible, loin du rivage, et ne pas permettre à l'équipage de débarquer, autrement la nuit.

5. La cargaison doit, autant que faire se pourra, être arrimée de manière à rendre l'accès des pompes possible, et à permettre aux employés de la quarantaine de pomper l'eau de la cale et de nettoyer celle-ci.

6. On doit porter la plus grande attention à la propreté des navires et des personnes et introduire, autant que possible, l'air dans toutes les parties du navire. On peut se procurer les désinfectants les plus efficaces, ainsi que les instructions nécessaires pour en faire usage au Bureau de Santé ou à un de ses employés.

7. Les navires portant des cargaisons de fruits doivent soutenir être tenus en parfait état de propreté, pour éviter toute détention à la Station de la Quarantaine. Les capitaines de ces navires doivent, avant d'arriver, faire pomper soigneusement l'eau de la cale et nettoyer parfaitement ladite cale, pour placer enfin leurs bâtiments dans des conditions sanitaires telles que la période de détention à la Quarantaine puisse être réduite autant que possible.

8. Tous navires observant les prescriptions précédentes seront traités avec indulgence à la Station de la Quarantaine, et autant que faire se pourra, les formalités auxquelles ils auront à se soumettre seront réduites à leur minimum.

9. Les navires insalubres dans les ports où sévit la fièvre jaune devront s'ancrer, si c'est possible, loin du rivage, et ne pas permettre à l'équipage de débarquer, autrement la nuit.

10. Les cargaisons doit, autant que faire se pourra, être arrimée de manière à rendre l'accès des pompes possible, et à permettre aux employés de la quarantaine de pomper l'eau de la cale et de nettoyer celle-ci.

11. On doit porter la plus grande attention à la propreté des navires et des personnes et introduire, autant que possible, l'air dans toutes les parties du navire. On peut se procurer les désinfectants les plus efficaces, ainsi que les instructions nécessaires pour en faire usage au Bureau de Santé ou à un de ses employés.

12. Les navires portant des cargaisons de fruits doivent soutenir être tenus en parfait état de propreté, pour éviter toute détention à la Station de la Quarantaine. Les capitaines de ces navires doivent, avant d'arriver, faire pomper soigneusement l'eau de la cale et nettoyer parfaitement ladite cale, pour placer enfin leurs bâtiments dans des conditions sanitaires telles que la période de détention à la Quarantaine puisse être réduite autant que possible.

13. Tous navires observant les prescriptions précédentes seront traités avec indulgence à la Station de la Quarantaine, et autant que faire se pourra, les formalités auxquelles ils auront à se soumettre seront réduites à leur minimum.

Avis d'Election.

Bureau du Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans
Nlle-Orléans, 17 avril 1886.

EN vertu d'une proclamation publiée par Son Excellence Samuel Douglas McEnery, gouverneur de l'Etat de la Louisiane, en date du 17 mars A. D. 1886, ordonnant qu'une élection aura lieu Lundi, 3e jour de mai A. D. 1886, dans les 1er, 2e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 16e et 17e Wards de la ville de la Nlle-Orléans, paroisse d'Orléans, et dans les paroisses de Jefferson, St. Charles, St. Jean-Baptiste et St. Jacques, formant le

Second District Congressionel

de l'Etat de la Louisiane, pour remplir la vacance occasionne par la mort de Michael Hahn, ancien representant dudit Second District Congressionel de l'Etat de la Louisiane, dans la 49e Congres des Etats-Unis d'Amerique, et terminer le mandat dudit Michael Hahn.

Avis est par le présent donné qu'une élection aura lieu, conformement à la loi No 58 de la session extraordinaire de 1877 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane—

LUNDI, LE 20e JOUR DE MAI A. D. 1886,

de 7 heures du matin à 6 heures du soir, dans les 1er, 2e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 16e et 17e wards de la ville de la Nlle-Orléans, paroisse d'Orléans, dans les bureaux d'elections qui seront designes par le gouvernement de la ville de la Nlle-Orléans, dans le but de voter pour

Un Representant dans le second district congressionel de l'Etat de la Louisiane (composé des différents wards de la ville de la Nlle-Orléans susmentionnés, et des paroisses de Jefferson, St Charles, St-Jean-Baptiste et St Jacques) au Quarante-neuvième Congres des Etats-Unis d'Amérique, pour remplir la vacance et compléter le terme non expiré du dit Michael Hahn, décédé, ancien Representant du dit second district congressionel de cet Etat au Quarante-neuvième Congres des Etats-Unis d'Amérique.

Le tout conformement a la proclamation mentionnée ci-dessus.

THOMAS DUFFY
Shérif civil de la paroisse d'Orléans et ex-officio charge des retours électoraux de la paroisse d'Orléans.
17 avril—17 av an 20 mai

INSTITUTION OURTO.

Pensionnat et External.
Coin de Philippe et Priear.

Les cours d'anglais et français comprennent toutes les branches d'enseignement et sont suivies à des professeurs expérimentés.

Une cuisine de premier ordre sous la direction de monsieur Curte, et une classe de travail pour les jeunes filles sont aussi offertes aux élèves sans extra.

Les cours d'espagnol et d'allemand apprises par des professeurs natifs.

Avis.

UNE dame seule désirerait trouver une jeune compagnie de 10 à 15 ans pour lui tenir compagnie et qu'elle élèverait à ses frais. Elle donnera à l'enfant si elle est déposrvue de moyens, tout ce dont elle aura besoin, comme habits et l'enverra à l'école. S'adresser par lettre à l'imprimerie B, laissez au bureau de l'Abeille avec indication de domicile. Références échangées. Gav—

L.S.L.
Rappelez-vous
Que cette loterie est la seule qui ait été votee et ratifiée par le peuple d'un Etat.
TOUS LES LOTS GAGNANTS
PAYÉS EN PLEIN.
GRANDE CHANCE
—POUR—
UNE FORTUNE!
Le Grand Tirage Mensuel
A $5 00
CLASSE E,
DE LA COMPAGNIE DE
LOTERIE
DE L'ETAT
DE LA LOUISIANE
Aura lieu à la
Nlle - Orléans, Lne.,
MARDI, 11 MAI 1886.
Ce tirage ainsi que tous les autres auront lieu sous la surveillance immédiate et la direction du
GEN. G. T. BEAUREGARD,
DE LA LOUISIANE. ET DU
GEN. JUBAL A. EARLY,
DE LA VIRGINIE.
GROS LOT
$75.000
1,967 Lots, montant en tout à
$265,500.
Le tirage commencera positivement
A ONZE HEURES A. M.,
—A—
L'ACADÉMIE DE MUSIQUE.
VOYEZ LE PLAN.
PLAN EXTRAORDINAIRE,
100,000 Billets à $5 chacun.
LISTE DES LOTS :
1 Lot de ... $75,000, soit $75,000
1 Lot de ... 25,000,..... 25,000
1 Lot de ... 10,000,..... 10,000
2 Lots de ... 6,000,..... 12,000
5 Lots de ... 2,000,..... 10,000
10 Lots de ... 1,000,..... 10,000
100 Lots de ... 500,..... 50,000
100 Lots de ... 300,..... 30,000
500 Lots de ... 100,..... 50,000
1,000 Lots de ... 25,..... 25,000
PRIX D'APPROXIMATION :
9 Lots d'approximation de $750 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $75,000, soit..... $6,750
9 Lots d'approximation de $500 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $25,000, soit..... 4,500
9 Lots d'approximation de $250 chacun pour les neuf unités restant du numéro qui aura gagné le lot de $10,000, soit..... 2,250
1,967 Lots se montant à $265,500
CERTIFICAT.
Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, a en donnons l'assurance, ont lieu avec la pl. cande honnêteté, la plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de tous les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.
G. T. Beauregard
J. A. Early
Billet entier, $5 ; Fractions—
Cinquièmes en proportion;
A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE loterie de l'Etat de la Louisiane.
Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.
Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.
IMPORTANT.
Remises par Postal Notes, Express Money Order, change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.
Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express à nos frais.
Adresser à
M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.
P. O.
Adresser vos lettres enregistrées et faire vos mandats sur la poste (money orders payables à
New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans—No. 17,465, Division "C"—Alexander Solari vs. ses Créanciers—Ordre de Cour—Qu'une assemblée des créanciers du pétitionnaire Alexander Solari soit convoquée et tenue pardevant Benjamin Ory, notaire en cette ville, le lundi, 10e jour de mai 1886, à 11 heures du matin, pour délibérer et voter sur l'application du dit pétitionnaire pour un répit, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues et que A. J. Lewis, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 avril 1886.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, député-greffier.
Avril—3f au 10mai.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans—Joseph Alfred Thelliss vs. ses créanciers—No 17,343. Division E.—Ordre de Cour—La cession des biens du pétitionnaire est par le présent acceptée par la cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et occupée pardevant Benjamin Ory, notaire en cette ville, MARDI, le 11 heures A. M., dans le but de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire et d'élire un syndic, et pour voter sur toutes les autres questions qui pourraient être soumises ; et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que A. J. Lewis, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 7 avril 1886.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, député-greffier.
3 avril—3f au 3 mai

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la paroisse d'Orléans—Phillip Saal vs. ses créanciers—No 17,557. Division A—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers du pétitionnaire Phillip Saal soit convoquée et tenue pardevant Edmond Dinkier, notaire en cette ville, le MERCREDI 19e jour de mai 1886, à 11 heures A. M., à l'effet de voter et déliberer sur l'application du pétitionnaire pour un répit, que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du pétitionnaire soient suspendues, et que Charles Drolla, avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 16 avril 1886.

(Signé) A. L. TISSOT, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député-Greffier.
17 avril—3 fen 30 j

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Mathilda Kolsky, femme d'Isidore Heiman, vs. ses créanciers.—No 17,643—Division C.—Ordre de Cour—Que la cession des biens de la pétitionnaire Mme Mathilda Kolsky, femme d'Isidore Heiman, soit et est par le présent acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit tenue et convoquée pardevant Théodore A. Bakewell, notaire à son bureau No 61 rue Carondelet en cette ville, le MARDI, 25me jour de mai 1886, à 11 heures A. M., à l'effet de délibérer sur les affaires de la dite pétitionnaire et de nommer un syndic, et de voter sur toutes autres matières qui pourraient leur être soumises, et que dans l'intervalle toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens de la dite pétitionnaire soient suspendues, et que Ernest Morel, Esq., avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents dans cette affaire.

Nouvelle-Orléans, 22 avril 1886.

(Signé) F. A. MONROE, Juge.

Pour copie conforme :
JAS D. RANKIN, Député-Greffier.
23 avril—3f en 30 j

AVIS LÉGAUX.

Avis.

Avis public est par le présent donné par les soussignés qu'ils se proposent de s'adresser à la Législature pour être autorisés à instituer un procès contre l'Etat.

HORNOR & BENEDICT.
25 avril—4 f en 30 j En liquidation.

Avis.

Avis est par le présent donné, conformément à l'article 48 de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, qu'il sera présenté à la Législature, à sa prochaine session, un acte sera présenté pour amender et décréter à nouveau la Section 2 de l'acte intitulé "Un Acte pour incorporer la Ville de la Nouvelle-Orléans et pour pourvoir au gouvernement et à l'administration de ses affaires," approuvé le 23 juin 1882.

Et pour amender et décréter à nouveau la Section 26 du dit acte, et pour rappeler les Sections 32 et 33 du dit acte, et pour amender et décréter à nouveau la Section 35 du dit acte et pour rappeler les Sections 37 et 43 du dit acte.

Le but et la portée du dit acte qui sera présenté à la législature, est de soustraire au contrôle des autorités judiciaires, du pouvoir d'enjoindre officiers municipaux de la dite ville, le drainage et le pavage de la Ville de la Nouvelle-Orléans, et de pourvoir au moyen d'un pouvoir et dessécher la Ville de la Nouvelle-Orléans.

Nouvelle-Orléans, 16 avril 1886.
16 avril—1f par sem en 30 jours

Avis.

A tous ceux que cela peut concerner :

Avis est par le présent donné de l'intention de présenter à l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, à sa prochaine session, devant être tenue en la ville de Baton Rouge, en l'année 1886, un acte pour les fins ci-dessous, savoir : Pour amender et décréter à nouveau la Section 3 de l'acte No 58 de la session extraordinaire de 1877 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane—

Pour amender et décréter à nouveau la Section 3 de l'acte No 58 de la session extraordinaire de 1877 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, intitulé "Un acte pour fixer le taux de l'intérêt conventionnel et de l'intérêt en matière civile et commerciale, et pour abroger toutes les lois inconciliables avec la présente loi," approuvé le 8 mars 1877, de manière à ce que la dite section 3 se lise comme suit, savoir :

Section 3. Que les parties à tout contrat, note, billet, obligation ou autre instrument de dette, puissent stipuler le taux d'intérêt que devra porter le montant dû, et que le taux d'intérêt ainsi stipulé soit payable annuellement, semi-annuellement, trimestriellement, mensuellement ou journellement, ou que l'intérêt soit capitalisé ou compté d'avance, ou qu'il soit payable à échéance, ou qu'il soit compté sur le montant principal dû, ou sur le montant principal et l'intérêt réunis, ou sur le montant de la dette, ou sur toute autre base, pourvu que le taux d'intérêt ainsi stipulé ne dépasse pas huit pour cent par an